

Marché n° 25 – 047

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Création de l'Atelier de formation Canopé 974  
Réhabilitation intérieure partielle du RDC du bâtiment P  
de l'INSPE Réunion Bellepierre**

### **MARCHE PUBLIC**

passé selon les dispositions des articles R.2123-1 à R.2123-7 (MAPA)

## Table des matières

PREMIERE PARTIE : GENERALITES .....	4
ARTICLE 1. Identification de l'acheteur .....	4
ARTICLE 2. Présentation du marché .....	4
2.1. Objet du marché .....	4
2.2. Forme du marché .....	4
2.3. Etendue du marché .....	4
2.4. Durée et délai d'exécution du marché .....	5
2.5. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux .....	5
2.6. Calendrier prévisionnel d'exécution .....	5
2.7. Interruption pour cause d'intempéries .....	5
ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché .....	6
ARTICLE 4. Communication et réunion .....	7
4.1. Mode de communication .....	7
4.2. Réunions .....	7
ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et élection de domicile du titulaire .....	7
ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et élection de domicile de l'acheteur .....	7
6.1. Maîtrise d'ouvrage .....	7
6.2. Maître d'ouvrage interne .....	8
6.3. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé .....	8
ARTICLE 7. Propriété - Protection des données .....	8
ARTICLE 8. Neutralité .....	8
ARTICLE 9. Confidentialité .....	8
ARTICLE 10. Assurances .....	9
ARTICLE 11. Sous-traitance .....	9
DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT .....	9
ARTICLE 12. Prix .....	9
ARTICLE 13. Forme du prix .....	10
13.1. Prix du marché .....	10
ARTICLE 14. Réfaction du prix .....	11
ARTICLE 15. Règlement du prix des prestations complémentaires ou modificatives .....	11
ARTICLE 16. Retenue de garantie .....	11
ARTICLE 17. Acomptes .....	11
ARTICLE 18. Modalités de facturation et de paiement .....	12

18.1. Modalité de facturation.....	12
18.2. Délais de paiement.....	12
18.3. Cession de créance.....	13
TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION.....	13
ARTICLE 19. Fixation et prolongation des délais.....	13
19.1. Délais d'exécution des prestations.....	13
19.2. Modification du calendrier d'exécution des travaux.....	13
Prolongation du délai d'exécution.....	13
ARTICLE 20. Modalités d'attribution des commandes.....	13
ARTICLE 21. Obligation du titulaire.....	13
ARTICLE 22. Lieux d'exécution.....	14
ARTICLE 23. Contraintes particulières.....	14
23.1. Réunions de chantier.....	14
23.2. Conditions d'accessibilité au chantier.....	14
23.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	14
ARTICLE 24. Absence du personnel.....	15
ARTICLE 25. Pénalités.....	15
25.1. Pénalités de retard.....	15
25.2. Application des pénalités.....	15
QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION.....	16
ARTICLE 26. Opérations de vérification.....	16
ARTICLE 27. Délai de garantie.....	16
CINQUIEME PARTIE : RESILIATION.....	16
ARTICLE 28. Résiliation.....	16
SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES.....	16
ARTICLE 29. Différends entre les parties.....	16
ARTICLE 30. Compétence juridictionnelle.....	16
ARTICLE 31. Dérogations aux documents généraux.....	16

## PREMIERE PARTIE : GENERALITES

### ARTICLE 1. Identification de l'acheteur

**Réseau CANOPÉ**, ci-après désigné « l'acheteur », établissement public administratif régi par les articles D 314-70 et suivants du Code de l'éducation, dont le siège est situé au téléport 1 @4 - CS 80158 - 86961 FUTUROSCOPE CEDEX,  
Représenté par sa Directrice générale, Mme Marie-Caroline MISSIR, nommée par décret du 02 mars 2020 et renouvelée par décret du 15 mars 2023.

### ARTICLE 2. Présentation du marché

#### 2.1. Objet du marché

Le présent marché vise à confier au titulaire la réalisation des travaux et fournitures nécessaires à l'aménagement de l'Atelier 974 de Réseau Canopé situé à l'adresse suivante : All. des Aigues Marines, Bellepierre, Saint-Denis 97487, La Réunion au RDC du bâtiment P de l'INSPEE.

Le local comprend une superficie d'environ 110 m2

L'ensemble des prestations comprend si besoin la fourniture, le montage et le démontage des échafaudages, ainsi que tous les moyens de manutention nécessaires pendant la durée du chantier. Le titulaire a l'obligation d'effectuer les scellements et raccords nécessaires à la mise en œuvre de ses prestations compris tous raccords soignés.

L'ensemble des prestations demandées concernant chaque lot est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif au présent marché.

Des prestations similaires peuvent faire l'objet d'un marché ultérieur conclu en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique.

#### 2.2. Forme du marché

Le marché est un marché de travaux.

Le marché est passé sous la forme d'un marché ordinaire à prix forfaitaire.

#### 2.3. Etendue du marché

Le marché est alloti au sens de l'article L.2113-10 du Code de la Commande Publique et comprend les lots suivants :

Lot	Désignation du lot	Code CPV associés
1	Démolition de second œuvre - Maçonnerie	CVP Principal : 45111000-8 Travaux de démolition, travaux de préparation et de dégagement de chantier CVP complémentaire : 45262522-6 Travaux de maçonnerie
2	Peinture-sols	CVP Principal : 45442100-8 Travaux de peinture CVP complémentaire : 45432110-8 Travaux de pose de sols
3	Plafonds-Cloisons-Menuiserie intérieures	CVP Principal : 45421000-4 Travaux de menuiserie CVP complémentaire : 45421152-4 Installation cloisons

4	Electricité	CVP Principal : 45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques
5	Plomberie – CVC	CVP Principal : 45330000-9 Travaux de plomberie CVP complémentaire 45232460-4 : Travaux d'installations sanitaires 45331220-4 Travaux d'installation de matériel de climatisation

## 2.4. Durée et délai d'exécution du marché

Le présent marché entre en vigueur à la date de notification et se termine à la fin de la période du délai de garantie de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le délai d'exécution des prestations est à proposer par le candidat. Il est fixé dans l'acte d'engagement du titulaire ou dans le cadre de réponse valant mémoire technique. Le maître d'ouvrage impose un délai global maximum fixé à 6 mois maximum pour l'ensemble des lots.

Les délais d'exécution propres à chaque lot s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de la consultation.

## 2.5. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1.1 et à l'article 18.1 du CCAG-Travaux, le présent marché prévoit une période de préparation de 2 semaines à compter de la notification du présent marché. Ce délai est inclus dans le délai d'exécution pour l'ensemble des lots.

Il est procédé au cours de la période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

- calendrier prévisionnel détaillé d'exécution des travaux après remise par l'entreprise, des éléments permettant de déterminer les tâches élémentaires.

Par les soins du titulaire

- établissement et présentation au visa du maître d'ouvrage au moins 2 jours avant l'expiration de la période de préparation, du programme d'exécution des travaux ;
- présentation des plans de réservation et d'exécution au visa du maître d'ouvrage.
- Le titulaire a à sa charge, l'installation, l'entretien et le nettoyage de sa zone de vie

## 2.6. Calendrier prévisionnel d'exécution

Au cours du déroulement des travaux, le maître d'ouvrage peut si nécessaire, apporter au calendrier prévisionnel les ajustements, sans que soit modifié le délai global de l'opération, ni les délais d'exécution des travaux de chacun des marchés et l'entreprise devra s'adapter sans pouvoir prétendre à aucune compensation financière.

## 2.7. Interruption pour cause d'intempéries

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Toute prolongation du délai d'exécution, hors jours d'intempéries constaté, fait l'objet soit d'un ordre de service émis par le maître d'ouvrage ou par un avenant accepté par les parties. Le titulaire est tenu de se conformer à cette décision.

### **ARTICLE 3. Pièces contractuelles du marché**

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-Travaux) :

1. l'acte d'engagement (AE) et l'offre financière du titulaire,
2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et :
  - Les plans du site indiquant les accès et les zones d'intervention, plan état actuel et projet à vérifier sur site
  - Le Diagnostic Amiante avant Travaux
  - Un dossier photo de l'existant
4. Le cadre de réponse valant mémoire technique du titulaire
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché ;
6. le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux, publié par arrêté du 30 mars 2021.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente, catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Les ouvrages des différents corps d'état répondent aux conditions et prescriptions des documents techniques qui leur sont applicables (le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux en vigueur, DTU, normes NF, normes UTE, normes Afnor, etc...). Ces pièces générales, bien que non jointes au dossier de consultation des entreprises, sont réputées connues des titulaires et les parties contractantes leur reconnaissent expressément un caractère contractuel.

Les exemplaires originaux des pièces constitutives du marché ainsi que tout document émis postérieurement à sa conclusion (les actes spéciaux de sous-traitance, les avenants acceptés par les parties au marché, les ordres de services, les bons de commande conservés dans les archives du maître d'ouvrage et de manière générale tout document postérieur à la notification du marché public émanant du maître d'ouvrage) forment l'ensemble des documents contractuels du présent marché et font seuls foi.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre susmentionné.

Toute clause portée dans les catalogues, barèmes ou documentation quelconques produits par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Notamment, les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

## **ARTICLE 4. Communication et réunion**

### **4.1. Mode de communication**

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCAP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### **4.2. Réunions**

Si des réunions entre l'acheteur et le titulaire sont nécessaires pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu en visioconférence dans la mesure du possible ou dans les locaux de l'acheteur, à sa demande, sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

## **ARTICLE 5. Correspondant de l'acheteur et election de domicile du titulaire**

L'interlocuteur de l'acheteur, concernant l'application du présent marché, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact. Cette personne a tout pouvoir d'agir pour le compte du titulaire.

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur le présent acte d'engagement.

En cas de modification de domicile élu, le titulaire en avertit l'acheteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 6. Correspondant du titulaire et election de domicile de l'acheteur**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent marché, est le Pôle Achats-Marchés Publics de Réseau Canopé.

### **6.1. Maîtrise d'ouvrage**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion administrative du présent marché, est la DSFJS de Réseau Canopé. Tous les documents relatifs au présent marché, destinés à l'acheteur, sont adressés à l'adresse suivante :

Réseau Canopé  
DSFJS - Pôle achats – marchés publics  
1, avenue du Futuroscope  
Bâtiment @4 – Téléport 1  
CS 80158

## **6.2. Maître d'ouvrage interne**

### **6.1.1. Contact technique**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion technique du présent marché, est la DAI de Réseau Canopé.

**DAI**  
**Direction des opérations immobilières et des travaux**  
direction-dai@reseau-canope.fr

Pour l'exécution technique du présent marché, le pouvoir adjudicateur désigne des responsables techniques, chargés du contrôle de la correcte réalisation et évaluation de la qualité de la prestation.

## **6.3. Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé**

Les locaux relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R 4532-1 du code du travail.

La mission de coordonnateur en matière de sécurité et santé des travailleurs est confiée à une société dont les coordonnées seront transmises après notification.

Coordinateur SPS – désigner au moment dès la phase de la préparation

## **ARTICLE 7. Propriété - Protection des données**

Tous les documents et supports matériels confiés au titulaire pour l'exécution du présent marché sont la propriété de l'acheteur. Toute utilisation à d'autres fins que celle du présent marché, toute diffusion, transmission, reproduction sans autorisation préalable et expresse de l'acheteur est interdite.

## **ARTICLE 8. Neutralité**

Le titulaire est le garant de la neutralité de ses préposés dans l'exécution des prestations.

## **ARTICLE 9. Confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître la teneur.



## **ARTICLE 10. Assurances**

Le titulaire du marché doit, dans les quinze (15) jours qui suivent sa notification, justifier qu'il dispose :

- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion de l'exécution des prestations concernées.
- d'une police d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité décennale découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 11. Sous-traitance**

Le titulaire du marché qui veut en sous-traiter une partie, présente à l'acheteur une demande d'acceptation de chaque sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

# **DEUXIEME PARTIE : PRIX et REGLEMENT**

## **ARTICLE 12. Prix**

Les prix indiqués dans l'offre du titulaire sont forfaitaires.

L'offre financière est détaillée dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du titulaire constituée par la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Les prix mentionnés dans l'annexe financière du présent marché comprennent toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au transport, l'assurance, la propriété intellectuelle, l'utilisation des résultats, tous les éléments, fournitures, prestations et travaux nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage et d'une façon générale toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, la gestion des déchets sur le chantier, les impôts, les taxes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux. Le titulaire ne peut, en aucun cas, faire valoir un dépassement des quantités pour prétendre à une majoration de ses prix. Les prix sont réputés couvrir la totalité des prestations et fournitures nécessaires à la bonne et complète réalisation de l'objet du marché.

Les prix sont également réputés comprendre toutes les dépenses nécessaires pour la réalisation d'ouvrages répondant en tous points aux obligations contractuelles et à l'usage auxquels ils sont destinés dans le strict respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

En cas de groupement d'entreprises, les prix sont également réputés couvrir les frais de représentation et de coordination du mandataire. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Par ailleurs, le titulaire du présent marché s'engage à informer et à faire bénéficier Réseau Canopé des prix des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer. Ces prix s'appliqueront aux commandes notifiées à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché.

**ARTICLE 13. Forme du prix**

**13.1. Prix du marché**

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

Les prix sont actualisables lorsque le commencement d'exécution des prestations est postérieur de plus de trois mois à la date de remise de l'offre, par le titulaire, au titre du marché, conformément aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du Code de la Commande Publique.

L'actualisation est faite aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de commencement d'exécution des prestations, selon la formule suivante :

$$P_a = P_0 \times (I_{m-3}/I_0)$$

dans laquelle :

- $P_a$  : Prix actualisé
- $P_0$  : Prix initial à la date de remise des offres
- $I_{m-3}$  : Valeur de l'index de référence 3 mois avant la date de commencement d'exécution des travaux
- $I_0$  : Valeur de l'index de référence au mois de remise de l'offre, soit octobre 2025, I désignant l'indice BT du tableau ci-dessous en fonction du lot.

Lot	Désignation du lot	Index
1	Démolition de second œuvre / Maçonnerie	BT 50 Rénovation-entretien tous corps d'état
2	Peinture/sols	BT46 Peinture, tenture, revêtements muraux (clos)
3	Plafonds/Cloisons/Menuiserie intérieures	BT08 Plâtre et préfabriqués
4	Electricité	BT 47 Electricité
5	Plomberie – CVC	BT38 Plomberie sanitaire (y compris appareils)

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs

#### **ARTICLE 14. Réfaction du prix**

Dans le cadre de l'exécution du marché, lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après que ce dernier ait présenté ses observations.

#### **ARTICLE 15. Règlement du prix des prestations complémentaires ou modificatives**

Le présent article concerne les prestations complémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations, qui sont notifiées par ordre de service et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix.

Les prix nouveaux sont des prix forfaitaires. Ils sont établis sur les mêmes bases que les prix du marché, le cas échéant.

Dans le cas de prestations réglées sur prix forfaitaires, lorsque des changements sont ordonnés par le pouvoir adjudicateur dans la consistance des prestations, le prix nouveau est réputé tenir compte des charges supplémentaires éventuellement supportées par le titulaire du fait de ces changements. S'il existe des décompositions de prix forfaitaires ou des sous-détails de prix unitaires, leurs éléments, notamment les prix d'unité contenus dans les décompositions, sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

#### **ARTICLE 16. Retenue de garantie**

En application des articles R. 2191-33 à R. 2191-35 du code de la commande publique, le marché prévoit une retenue de garantie. La retenue de garantie de 5 % peut être appliquée sur la facture globale présentée par le titulaire ou sur chaque acompte et prélevée sur le montant de chaque facture par le comptable assignataire des paiements. Elle couvre les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui sont formulées pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou une caution bancaire en application de l'article R. 2191-36 du code de la commande publique. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution bancaire à la retenue de garantie. En cas d'avenant ayant un impact financier, elle doit être complétée dans les mêmes conditions. Il n'est pas accepté de caution personnelle et solidaire.

#### **ARTICLE 17. Acomptes**

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques, en fonction de l'avancement des prestations, conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 18. Modalités de facturation et de paiement

### 18.1. Modalité de facturation

Le montant des prestations est payable, après certification du service fait, sur présentation d'une facture.

Outre les mentions obligatoires, les factures adressées à l'acheteur comportent les mentions suivantes :

- Nom et adresse du titulaire, n° de SIRET ;
- N° du marché et, de lot ;
- N° de bon de commande ou de l'engagement juridique ;
- La période concernée ;
- Désignation des prestations ;
- Le prix HT ;
- Le taux de TVA applicable au jour de facturation ;
- Le montant de la TVA ;
- Le prix TTC ;
- Le numéro du compte bancaire à facturer où le relevé d'identité bancaire correspondant ;
- La date de facturation.

Les factures sont libellées au nom de Réseau Canopé et envoyées sous forme électronique dans le portail « Chorus » à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La facturation des prestations prévues au présent marché s'effectue nécessairement via le portail Chorus Pro. Le lien vers ce portail est le suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour le dépôt sous CHORUS, il est nécessaire de se munir :

- du numéro de **SIRET** de Réseau Canopé (Siret du siège obligatoirement) : **18004301001485**
- de la **référence de la commande** communiquée par le prescripteur (la personne ou le service qui a passé commande) après la notification du marché.

### 18.2. Délais de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours, conformément à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique.

Ce délai peut être suspendu par l'ordonnateur pour réclamer des pièces ou informations complémentaires. Un nouveau délai est alors ouvert, ce délai ne pouvant en aucun cas être inférieur à 30 jours à compter de la réception des justifications demandées.

En cas de dépassement de ce délai, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

### 18.3. Cession de créance

En cas de cession de créance, l'acheteur remet, au titulaire, à sa demande soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance du marché, soit un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité de créance de chaque bon de commande.

Le titulaire s'engage à remettre à l'établissement de crédit cessionnaire ces documents, afin que ce dernier puisse notifier la cession à l'agent comptable.

## TROISIEME PARTIE : DELAIS et CONDITIONS D'EXECUTION

### ARTICLE 19. Fixation et prolongation des délais

#### 19.1. Délais d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations (phase de préparation) est fixée au : novembre 2025.

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 06 mois maximum, incluant 02 semaines de période de préparation par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux.

La mise en œuvre des différentes prestations objet du présent marché est détaillée dans un calendrier d'exécution fourni par le titulaire dans son offre

#### 19.2. Modification du calendrier d'exécution des travaux

Au cours du chantier et après consultation du titulaire, le maitre d'ouvrage peut modifier le calendrier dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2.2 du CCAG Travaux

#### Prolongation du délai d'exécution

La prolongation du délai d'exécution de l'exécution des prestations en cas de dépassement est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

### ARTICLE 20. Modalités d'attribution des commandes

Les commandes sont attribuées au titulaire du marché par l'émission d'un bon de commande. La réception de toute expression de besoins (commande des clients, commande interne à CANOPÉ...) sur la plateforme d'échange du titulaire vaut bon de commande.

### ARTICLE 21. Obligation du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat totale sur l'ensemble de la prestation. Les prestations techniques sont détaillées dans le CCTP du présent marché.

Sous réserve des stipulations du présent marché, le titulaire met en œuvre son savoir-faire et les moyens dont il est réputé détenir la maîtrise pour exécuter et réaliser l'objet du marché dans les conditions les plus favorables à l'économie du marché.

Le titulaire ne peut pas se prévaloir, ni pour éluder ses obligations, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par l'interruption ou le report de toutes prestations décidées par l'acheteur.

L'administration se réserve le droit de procéder à des augmentations ou diminutions des prestations prévues, sans que le titulaire puisse élever une réclamation.

## **ARTICLE 22. Lieux d'exécution**

Les prestations sont réalisées à l'adresse suivante : All. des Aigues Marines, Bellepierre, Saint-Denis 97487, La Réunion, au Rez-de-chaussée du bâtiment P de l'INSPEE

Le titulaire est réputé avoir pris parfaite et entière connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Il reconnaît avoir notamment :

- pris parfaite connaissance de la nature de ces lieux et notamment des surfaces à aménager,
- pris connaissance complète et entière de la situation des locaux, de leurs abords ainsi que des conditions d'accès au bâtiment, de stockage de matériaux, des disponibilités en eau, en énergie électrique

## **ARTICLE 23. Contraintes particulières**

### **23.1. Réunions de chantier**

Il se tient, durant toute la durée des travaux, une réunion de chantier hebdomadaire avec ajout de réunions supplémentaires en cas de besoin. La présence du titulaire à ces réunions est obligatoire. L'absence, non justifiée, aux réunions de chantier entraîne une application des pénalités prévues au présent CCAP.

### **23.2. Conditions d'accessibilité au chantier**

Le titulaire doit prendre sur le chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter les accidents, tant à l'égard de son personnel qu'à l'égard des tiers. D'une manière générale, la signalisation complète du chantier doit être assurée par le titulaire durant toute la durée du chantier et ce, 24h/24h.

### **23.3. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La sécurité des biens et des personnes doit être une priorité pour le titulaire qui met en œuvre tous les moyens nécessaires afin que celle-ci soit préservée.

Le titulaire communique :

- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;

- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire informe le maître d'ouvrage :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

## **ARTICLE 24. Absence du personnel**

En cas d'absence prévue ou non d'un ou de plusieurs personnels, le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin de poursuivre les prestations attendues.

## **ARTICLE 25. Pénalités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non-intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

### **25.1. Pénalités de retard**

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG Travaux, les pénalités suivantes sont encourues par le titulaire:

- Retard dans l'exécution des travaux : 300 € par jour de retard.
- Absence aux réunions de chantier sans avoir prévenu 24h avant la réunion le Maître d'ouvrage : 300 € forfaitaire sur simple constat et sans mise en demeure préalable.
- Retard dans la transmission des documents : 100 € par jour de retard.
- Non-respect des dispositifs de sécurité : 200€ par jour de retard après simple constat
- Nettoyage de chantier : 150 € en cas de non-exécution après mise en demeure d'exécution sous 48h et exécution aux frais du titulaire.
- Non transmission du DOE et DIUO complet 1 mois après la date de réception : retenue provisoire égale à 1500 €.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, le titulaire du marché encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, après mise en demeure.

### **25.2. Application des pénalités**

Ces pénalités font l'objet d'un mémoire de décompte des pénalités établi par l'acheteur et notifié au titulaire. Ce dernier dispose alors de 15 jours calendaires à compter de la notification pour présenter ses observations. Passé ce délai et sans élément justifiant leur réduction ou leur annulation, les pénalités s'appliquent sans qu'une mise en demeure soit nécessaire.

Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation aux articles 19.4 et 19.2.2 du CCAG Travaux.

## **QUATRIEME PARTIE : OPERATIONS DE VERIFICATION et D'ADMISSION**

### **ARTICLE 26. Opérations de vérification**

Les opérations de contrôle et de réception sont effectuées aux conditions définies par le chapitre 5 du CCAG Travaux.

Dès l'achèvement d'une partie d'ouvrage que le maître de l'ouvrage désire mettre en service, le titulaire peut réclamer la réception partielle de cet ouvrage. Le pouvoir adjudicateur est avisé par le titulaire du marché de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le pouvoir adjudicateur procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages, suivant la procédure définie à l'article 41 du CCAG.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des travaux.

### **ARTICLE 27. Délai de garantie**

Le délai de garantie est, sauf prolongation, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Pendant le délai de garantie, le titulaire est tenu à une obligation de parfait achèvement telle que définie à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

## **CINQUIEME PARTIE : RESILIATION**

### **ARTICLE 28. Résiliation**

Pour la résiliation du marché, il est fait application des dispositions du chapitre 6 du CCAG Travaux. Une décision de résiliation est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception (LR/AR)

## **SIXIEME PARTIE : DIFFERENDS et LITIGES**

### **ARTICLE 29. Différends entre les parties**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'une demande de réclamation exposant les motifs et indiquant le montant des sommes impliquées, conformément à l'article 55 du CCAG-Travaux.

### **ARTICLE 30. Compétence juridictionnelle**

Le Tribunal administratif de Poitiers (86) est le seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 31. Dérogations aux documents généraux**

L'article 3 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux concernant l'ordre de priorité des pièces contractuelles.



L'article 2.5 du présent CCAP déroge à l'article 28.1 et l'article 18.1 du CCAG Travaux concernant la durée et le démarrage de la période de préparation des travaux.

L'article 25.1 du présent CCAP déroge aux articles 19.1, 19.2.2 et 19.4 du CCAG Travaux concernant le montant des pénalités